



EXTRAIT DU COMPTE RENDU DES DÉLIBÉRATIONS DE LA SÉANCE DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE Séance du 18 février 2021

L'an deux mille vingt et un, le jeudi 18 février à 18h34, le Conseil communautaire de la Communauté de Communes Sud Vendée Littoral s'est réuni, 1 allée des Arts, 85580 Saint Michel en l'Herm, sous la présidence de Madame HYBERT Brigitte.

Délégués en exercice : 72

Membres titulaires présents :

L'AIGUILLON SUR MER : Monsieur PIEDALLU Jean-Michel
BESSAY : Monsieur SOULARD Jean-Marie
LA BRETONNIERE LA CLAYE : Monsieur MARCHEGAY David
LA CAILLIERE SAINT HILAIRE : Monsieur PUAUD Maurice
CHAILLE LES MARAIS : Madame FARDIN Laurence
CHAMPAGNE LES MARAIS : Monsieur LANDAIS Bernard et Madame RENARD Leslie
LA CHAPELLE THEMER : Monsieur PELLETIER David
CHASNAIS : Monsieur PRAUD Gérard
CHATEAU GUIBERT : Monsieur BERGER Philippe et Madame MARTIN-BARLIER Marie Hélène
LA FAUTE SUR MER : Monsieur HUGER Laurent
GRUES : Monsieur WATTIAU Gilles
LE GUE DE VELLUIRE : Monsieur MARQUIS Joseph
L'ILE D'ELLE : Monsieur BLUTEAU Joël et Madame ROBIN Hélène
LA JAUDONNIERE : Monsieur PELLETIER Yann
LAIROUX : Monsieur GINAUDEAU Cédric
LUÇON : Madame BERTRAND Olivia, Messieurs BONNIN Dominique, BOUGET Arnaud, CHARPENTIER Arnaud, CHARRIER Jean-Philippe, HEDUIN François, LESAGE Denis, Mesdames LE GOFF Stéphanie, SORIN Annie et THIBAUD Yveline
LES MAGNILS REIGNIERS : Madame FOUILLET Michèle et Monsieur VANNIER Nicolas
MAREUIL SUR LAY DISSAIS : Madame BAUD Patricia, Messieurs GENDRONNEAU Patrice et JULES Vincent
MOREILLES : Madame BARRAUD Marie
MOUTIERS SUR LE LAY : Madame HYBERT Brigitte
NALLIERS : Monsieur FABRE Bruno et Madame JOLLY Martine
PEAULT : Madame MOREAU Lisiane
LES PINEAUX : Monsieur PAQUEREAU Pascal
PUYRAVAULT : Madame VIGNEUX Charlotte
LA REORTHE : Madame GROLLEAU Magalie
ROSNAY : Madame AULNEAU Bergerette
SAINT AUBIN LA PLAINE : Monsieur GAUVREAU Dominique
SAINT DENIS-DU-PAYRE : Madame FLEURY Gaëlle
SAINT ETIENNE DE BRILLOUET : Monsieur MARCHETEAU Jacky
SAINT JEAN DE BEUGNE : Monsieur GUILBOT Johan
SAINT JUIRE CHAMPGILLON : Madame BAUDRY Françoise
SAINT MICHEL-EN-L'HERM : Madame PEIGNET Laurence et Monsieur SAUTREAU Eric
SAINTE GEMME LA PLAINE : Monsieur CAREIL Pierre et Madame THOUZEAU Isabelle

SAINTE HERMINE : Monsieur BARRE Philippe et Madame POUPET Catherine

SAINTE PEXINE : Monsieur GANDRIEU James

SAINTE RADEGONDE DES NOYERS : Monsieur FROMENT René

LA TAILLE : Monsieur LAMY Judicaël

LA TRANCHE SUR MER : Messieurs KUBRYK Serge et THIBAUD Gérard

TRIAIZE : Monsieur BARBOT Guy

Pouvoirs :

L'AIGUILLON SUR MER : Madame BALVAY Claude ayant donné pouvoir à Monsieur PIEDALLU Jean-Michel

LUÇON : Madame PARPAILLON Fabienne ayant donné pouvoir à Monsieur BONNIN Dominique

LUÇON : Madame SAUSSEAU Martine ayant donné pouvoir à Monsieur BOUGET Arnaud

SAINT MARTIN LARS EN SAINTE HERMINE : Monsieur ALLETRU Joseph-Marie ayant donné pouvoir à Madame GROLLEAU Magalie

SAINT MICHEL-EN-L'HERM : Monsieur PELAUD Erick ayant donné pouvoir à Madame PEIGNET Laurence

SAINTE HERMINE : Madame GUINOT Marie-Thérèse ayant donné pouvoir à Monsieur BARRE Philippe

LA TRANCHE SUR MER : Madame PIERRE Béatrice ayant donné pouvoir à Monsieur KUBRYK Serge

Excusés :

CHAILLE LES MARAIS : Monsieur METAIS Antoine

CORPE : Madame ARTAILLOU Nathalie

LA COUTURE : Monsieur PRIOUZEAU Thierry

NALLIERS : Madame LOIZEAU-ALAITRU Françoise

THIRE : Madame DENFERD Catherine

VOUILLE LES MARAIS : Monsieur DENECHAUD Christian

Conformément à l'article 6 de la loi n°2020-1379 du 14 novembre 2020 prorogeant l'état d'urgence sanitaire : *Par dérogation aux articles L. 2121-17, L. 2121-20, L. 3121-14, L. 3121-14-1, L. 3121-16, L. 4132-13, L. 4132-13-1, L. 4132-15, L. 4422-7, L. 7122-14, L. 7122-16, L. 7123-11, L. 7222-15 et L. 7222-17 du code général des collectivités territoriales [...], et jusqu'au terme de l'état d'urgence sanitaire déclaré par le décret n° 2020-1257 du 14 octobre 2020 déclarant l'état d'urgence sanitaire et prorogé dans les conditions prévues à l'article L. 3131-14 du code de la santé publique, les organes délibérants des collectivités territoriales et des établissements publics qui en relèvent, [...] ne délibèrent valablement que lorsque le tiers de leurs membres en exercice est présent. [...] Dans tous les cas, un membre de ces organes, [...] peut être porteur de deux pouvoirs.*

Date de la convocation : le 11 février 2021

Nombre de Conseillers présents : 59

Nombre de Conseillers ayant donné POUVOIR : 07

Excusés : 06

Quorum : 25

Nombre de votants : 66

Le quorum étant atteint, Madame Brigitte Hybert ouvre la séance.

La séance débute à 18h34 et se termine à 19h27.

Monsieur Jean-Philippe CHARRIER est élu pour assurer les fonctions de secrétaire de séance.
Le Procès-verbal de la séance du 21 janvier 2021 est adopté à l'unanimité par le Conseil communautaire.

**17_2021_04 URBANISME – Modification du P.L.U. de la Commune de LA FAUTE-SUR-MER
suite au jugement du Tribunal Administratif de NANTES en date du 17 avril 2018 –
ANNEXE 02**

Rapporteur : Monsieur Dominique BONNIN

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales ;
Vu le Code de l'Urbanisme ;
Vu le Code de Justice Administrative.

Vu l'arrêté n°2016-DRCTAJ/3-688 en date du 28 décembre 2016 modifié portant création de la Communauté de Communes Sud Vendée Littoral ;
Vu l'arrêté préfectoral n°2017-DRCTAJ/3-842 en date du 26 décembre 2017 approuvant les statuts de la Communauté de Communes Sud Vendée Littoral modifié par l'arrêté préfectoral n°2019-DRCTAJ/PIFL – 244 en date du 23 mai 2019.

Vu le Plan Local d'Urbanisme approuvé par délibération du Conseil Municipal de la Commune de la FAUTE-SUR-MER en date du 21 décembre 2015 ;
Vu le jugement n°1603832 du 17 avril 2018 du Tribunal Administratif de NANTES ;
Vu la jurisprudence constituée par les juridictions administratives.

Considérant que la Communauté de Communes exerce de plein droit la compétence relevant de l'aménagement de l'espace pour la conduite d'actions d'intérêt communautaire ; Schéma de Cohérence Territoriale, Plan Local d'Urbanisme, document d'urbanisme en tenant lieu et carte communale ;

Considérant que lorsqu'il y a transfert d'une compétence vers un établissement public, les procédures contentieuses attachées à cette compétence sont reprises par ledit établissement public qui devra également par extension assurer l'exécution des jugements qui seront prononcés en la matière ;

Considérant qu'en cas d'annulation partielle par voie juridictionnelle d'un Plan Local d'Urbanisme, l'autorité compétente élabore les nouvelles dispositions du plan applicables à la partie du territoire communal concernée par l'annulation ;

Considérant qu'il a été jugé, qu'en cas d'annulation partielle d'un Plan Local d'Urbanisme, l'autorité compétente peut se limiter, pour l'exécution du jugement, à adopter une délibération procédant à un nouveau classement des parcelles concernées, sans être tenue de reprendre l'ensemble de la procédure prévue par les articles L153-11 à L153-19 du Code de l'Urbanisme ;

Considérant que par requête introduite le 09 mai 2016 auprès du Tribunal Administratif de NANTES, des particuliers ont demandé l'annulation de la délibération du Conseil Municipal de la Commune de LA FAUTE-SUR-MER approuvant le Plan Local d'Urbanisme notamment en ce qu'il classe les parcelles, cadastrées section AB n°80, 41 (anciennement 108), 44 et 42 en zone N ;

Considérant qu'il a été jugé que la délibération du 21 décembre 2015 du Conseil Municipal de la Commune de la FAUTE-SUR-MER approuvant le Plan Local d'Urbanisme est annulée en tant qu'elle classe les parcelles susvisées AB n°80, 41 (anciennement 108), 44 et 42 en zone N.

Monsieur le vice-Président rappelle brièvement à titre liminaire que la réglementation en matière d'urbanisme est de nature à définir les zones inconstructibles et constructibles et les conditions dans lesquelles cela est autorisé. Ainsi, les auteurs d'un Plan Local d'Urbanisme doivent notamment déterminer le parti d'aménagement à retenir pour le territoire concerné par ce document en tenant compte de la situation existante et des perspectives d'avenir. Le juge administratif, lorsqu'il est saisi d'une question en la matière, ne peut censurer leur appréciation qu'au cas où elle serait entachée d'une erreur manifeste ou fondée sur des faits matériellement inexacts.

Dans la requête introduite le 09 mai 2016, les requérants demandaient, entre autres, l'annulation du classement des parcelles cadastrées section AB n°80, 41 (anciennement 108), 44 et 42 en zone N. Le juge a retenu l'erreur manifeste d'appréciation considérant que, bien que les terrains jouxtent une zone N, ils sont néanmoins à proximité immédiate de deux zones Nh et que ces parcelles présentent des caractéristiques comparables aux terrains adjacents bénéficiant du régime dérogatoire d'un secteur de taille et de capacité d'accueil limitées (STECAL). Par ailleurs, les requérants ont été déboutés du reste de leur demande. C'est pourquoi pour satisfaire à l'obligation d'exécution du jugement, il est nécessaire de modifier le Plan Local d'Urbanisme de la Commune de LA FAUTE-SUR-MER en corrigeant le classement desdites parcelles en zone Nh et d'apporter toutes les modifications aux documents du dossier du PLU qui en découlent.

Les membres du Conseil communautaire, à l'unanimité des votes, décident :

- ✓ **D'APPROUVER** la modification du Plan Local d'Urbanisme de la Commune de la FAUTE-SUR-MER portant sur le classement des parcelles AB n°80, 41 (anciennement 108), 44 et 42 et des documents s'y attachant dans les conditions telles que présentées ci-avant.

Fait à Luçon, le 26 février 2021

La Présidente,
Brigitte HYBERT



Délibération certifiée exécutoire
Compte tenu de la télétransmission
En sous-préfecture le
Et de la publication le